



# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier  
mensuel  
de  
conjoncture

**Direccte** Direction régionale des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

6 juillet 2016

# Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Synthèse conjoncture Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

*[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)*

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 2 septembre 2016.

# SOMMAIRE

## ◆ *Synthèse régionale*

- *Page 4*

## ◆ *Marché du travail*

- *Page 5* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel*
- *Page 10* : *demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 11* : *flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 12* : *taux de chômage (Insee)*

## ◆ *Emploi*

- *Page 13* : *offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 14* : *déclarations préalables à l'embauche*
- *Page 15* : *évolution récente de l'intérim*
- *Page 16* : *évolution récente de l'emploi salarié*

## ◆ *Accompagnement des mutations économiques*

- *Page 18* : *activité partielle*
- *Page 19* : *procédures de licenciement collectif*

# Synthèse régionale

## MARCHE DU TRAVAIL

Si l'évolution du mois de mai est délicate à interpréter, celle des trois derniers mois apparaît plus solide. Ainsi, on observe une légère baisse du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C (-0,7 %), tandis que le mouvement de repli est plus marqué avec une diminution de 2,1 % pour les demandeurs de la seule catégorie A (n'ayant pas exercé d'activité réduite). Les évolutions de la France métropolitaine sont très proches de celles de la région.

Depuis le début de l'année, la demande d'emploi des femmes a progressé un peu plus rapidement que celle des hommes. Toutes les tranches d'âge ont vu leur évolution rester stable sur les trois derniers mois. Sur plus longue période, en revanche, les dynamiques sont différentes : une baisse marquée pour les jeunes, une stabilisation pour les 25 à 49 ans et une hausse pour les 50 ans et plus.

Au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, en baisse de 0,2 point par rapport au troisième trimestre 2015. Il reste inférieur de 1,2 point au taux de chômage en France métropolitaine, à 10,0 %.

*En mai 2016, le nombre de réinscriptions sur les listes est élevé, à la suite des sorties pour défaut d'actualisation observées en avril 2016. Ceci contribue à la hausse du nombre d'entrées en catégories A, B, C, élevé en mai 2016, et à l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C entre avril et mai 2016. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois (voir [la note méthodologique d'aide à l'interprétation des séries mensuelles](#)).*

## EMPLOI

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) a progressé par rapport à 2014, que l'on considère tous les contrats ou seulement les durables (i.e. CDD de plus de six mois et CDI).

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands a augmenté au quatrième trimestre 2015 en Île-de-France, toujours soutenu par les services marchands. Au cours de l'année 2015, l'emploi salarié marchand francilien a enfin retrouvé son niveau de début 2008, avant la crise.

## MUTATIONS ECONOMIQUES

Le nombre d'heures d'activité partielle autorisées est depuis le début de l'année un peu inférieur au niveau de 2015, la construction restant le principal utilisateur de la mesure. Une quarantaine de PSE ont encore été initiés en mai, menaçant un nombre d'emplois légèrement inférieur à la moyenne des douze derniers mois.

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2016

➤ En mai 2016, le nombre de réinscriptions sur les listes est élevé, à la suite des sorties pour défaut d'actualisation observées en avril 2016. Ceci contribue à la hausse du nombre d'entrées en catégories A, B, C, élevé en mai 2016, et à l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C entre avril et mai 2016. Pour l'interprétation des chiffres de cette publication, il convient donc de privilégier les évolutions en tendance plutôt qu'au mois le mois (voir [la note méthodologique d'aide à l'interprétation des séries mensuelles](#)).

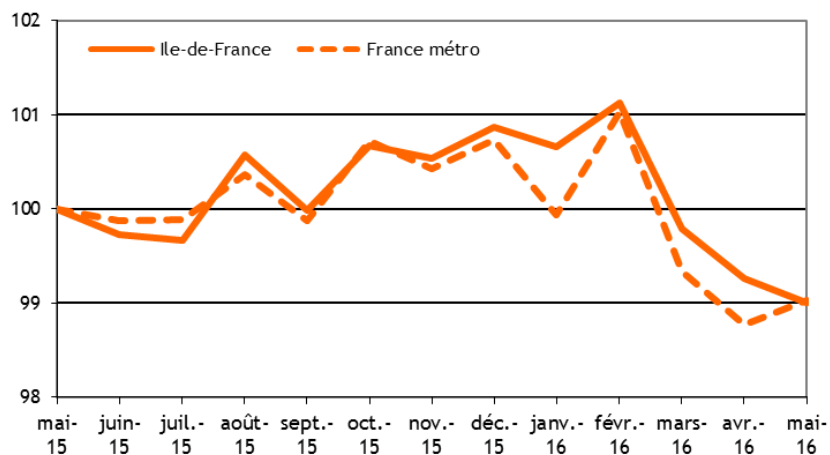
□ Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emplois voit un mouvement de baisse s'amorcer, à la fois dans la région et en France métropolitaine. S'il est encore assez modeste pour l'ensemble des catégories A, B et C (-0,7 % en Île-de-France), il est beaucoup plus marqué pour la catégorie A uniquement (-2,1 % dans la région).

□ Ce début de baisse fait suite à un ralentissement progressif de la hausse en 2014 et 2015, puis à une récente stabilisation, depuis le second semestre 2015, du nombre de demandeurs d'emploi.

Mai 2016	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur trois mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	<b>667 260</b>	3 520 300	<b>-0,3</b>	0,3	<b>-2,1</b>	-2,0	<b>-1,0</b>	-1,0
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	<b>956 850</b>	5 428 300	<b>0,4</b>	0,6	<b>-0,7</b>	-0,6	<b>0,8</b>	0,4

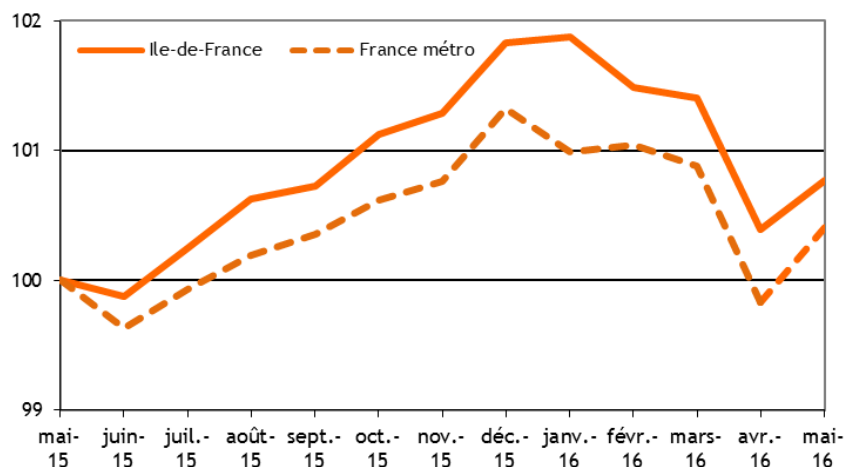
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO - Indice 100 en mai 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO - Indice 100 en mai 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2016

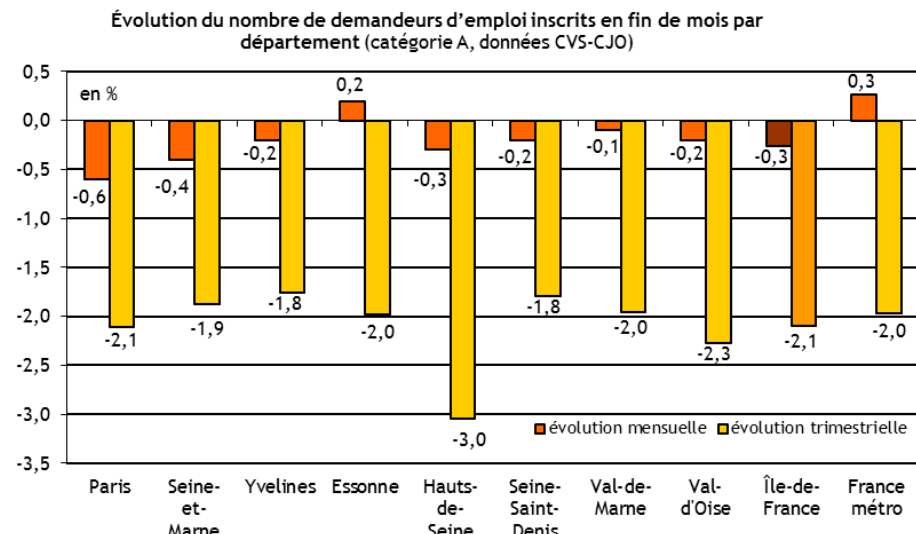
Sur les trois derniers mois, tous les départements franciliens ont connu une baisse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, de -1,8 % dans les Yvelines et en Seine-Saint-Denis jusqu'à -3,0 % dans les Hauts-de-Seine.

En catégories A, B et C, les Yvelines n'affichent pas encore de baisse sur les trois derniers mois (+0,1 %) tandis qu'elle est encore légère dans le Val-d'Oise (-0,3 %), la Seine-et-Marne et l'Essonne (tous deux -0,4 %). La baisse est plus nette à Paris, en Seine-Saint-Denis (tous deux -0,9 %), dans les Hauts-de-Seine (-1,1 %) et dans le Val-D'Oise (-1,3 %).

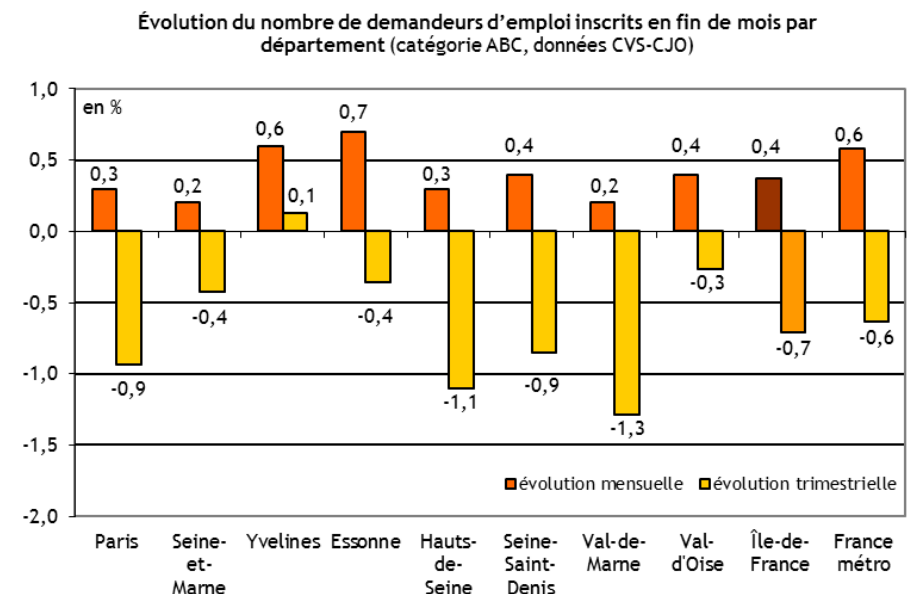
Dans tous les départements, on observe une dynamique similaire à celle de la région et de la France dans son ensemble : une baisse assez franche en catégorie A, tandis que la demande d'emploi en catégories B et C progresse.

Données CVS-CJO Mai 2016	cat. A	évolution mensuelle	évolution trimestrielle	cat. ABC	évolution mensuelle	évolution trimestrielle
Paris	132 060	-0,6	-2,1	198 730	0,3	-0,9
Seine-et-Marne	65 900	-0,4	-1,9	96 460	0,2	-0,4
Yvelines	64 300	-0,2	-1,8	92 820	0,6	0,1
Essonne	58 450	0,2	-2,0	85 610	0,7	-0,4
Hauts-de-Seine	79 800	-0,3	-3,0	112 850	0,3	-1,1
Seine-Saint-Denis	119 790	-0,2	-1,8	164 160	0,4	-0,9
Val-de-Marne	75 030	-0,1	-2,0	104 910	0,2	-1,3
Val-d'Oise	71 930	-0,2	-2,3	101 310	0,4	-0,3
<b>Île-de-France</b>	<b>667 260</b>	<b>-0,3</b>	<b>-2,1</b>	<b>956 850</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,7</b>
France métropolitaine	3 520 300	0,3	-2,0	5 428 300	0,6	-0,6

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE



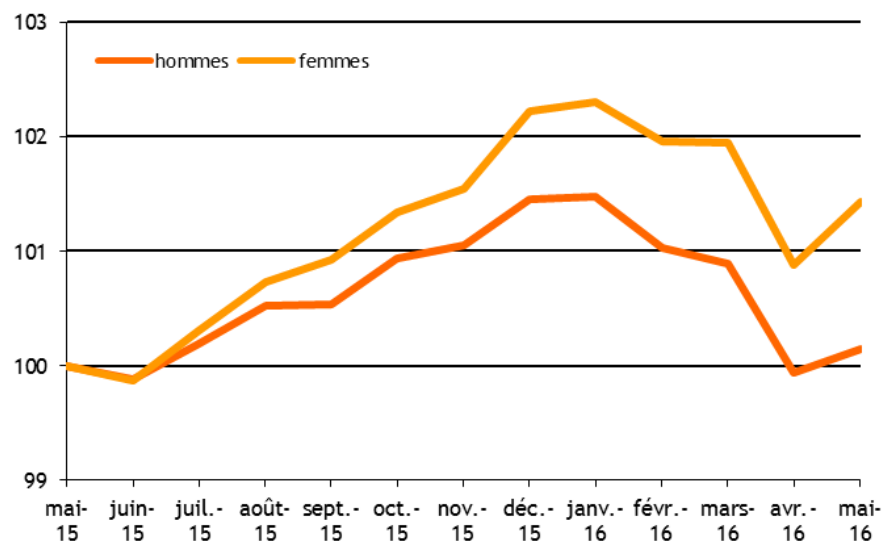
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2016

## La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

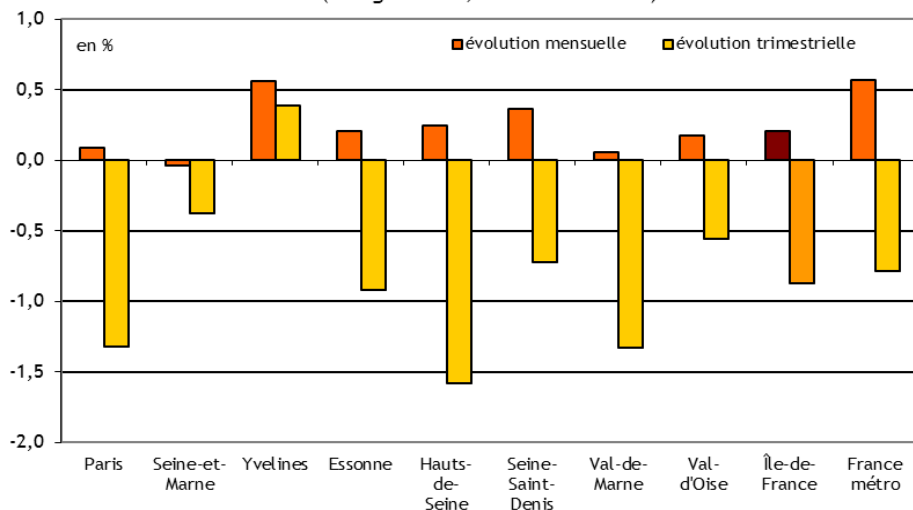
- Sur les trois derniers mois, la demande d'emploi a diminué de 0,9 % pour les hommes et de 0,5 % pour les femmes.
- Sur un an, la demande d'emploi des hommes est restée à peu près stable (+0,1 %) tandis que celle des femmes a augmenté de 1,4 %, creusant encore un peu plus l'écart qui a commencé à apparaître au second semestre 2015.
- L'Essonne et les Hauts-de-Seine affichent ainsi une évolution de la demande d'emploi des hommes sensiblement inférieure à celle des femmes ces derniers mois. Les Yvelines et la Seine-Saint-Denis sont à l'inverse les seuls départements où l'évolution est légèrement plus favorable pour les femmes.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 mai 2015)



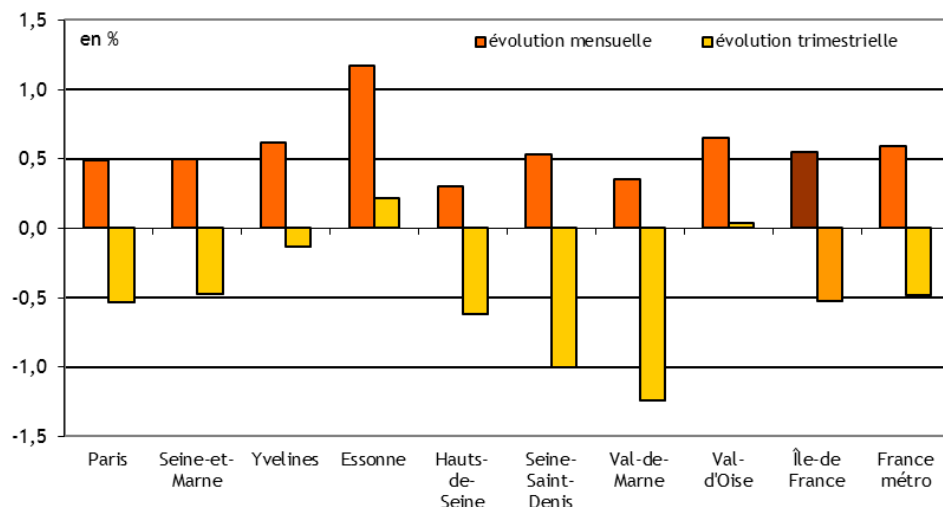
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2016

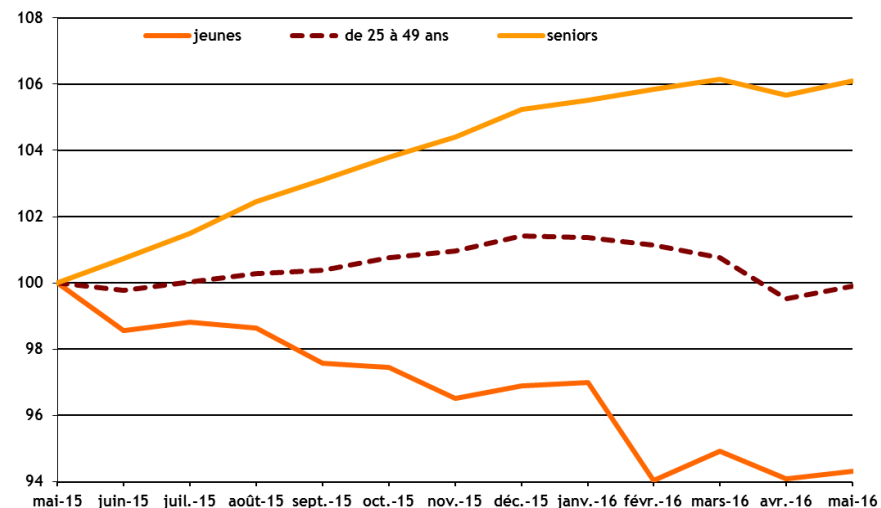
## La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Sur les trois derniers mois, les jeunes (+0,3 %) et les 50 ans et plus (+0,2 %) affichent une relative stabilisation, tandis qu'on observe une baisse chez les 25 à 49 ans (-1,2 %).

Sur un an, la dynamique est cependant différente. Les moins de 25 ans ont connu une franche baisse (-5,7 %) tandis que les 50 ans et plus affichent toujours une hausse importante (+6,1 %). La demande d'emploi des 25 à 49 ans est quant à elle restée stable sur un an (-0,1 %).

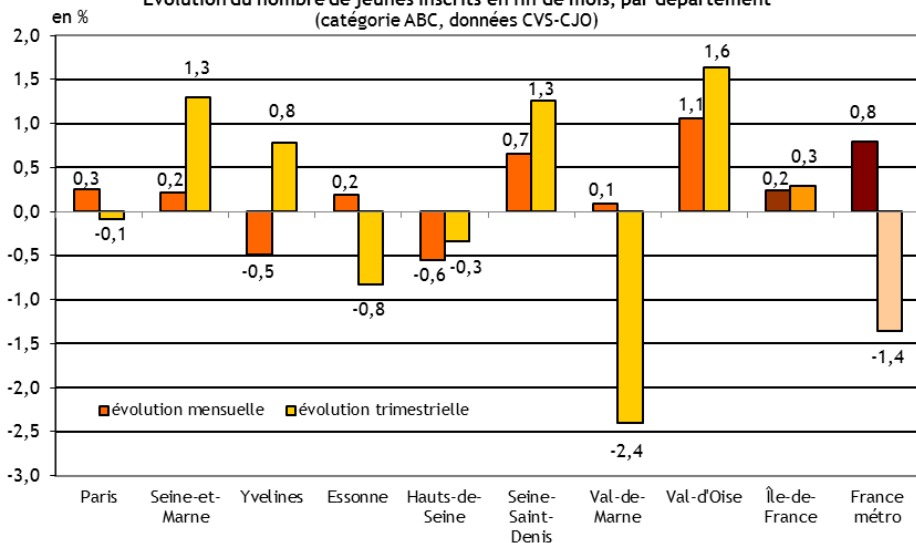
C'est la première fois depuis 2008 que la demande d'emploi des 50 ans et plus est à peu près stable sur plusieurs mois consécutifs, bien qu'il soit toujours trop tôt pour voir un signe concret d'amélioration.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 mai 2015)



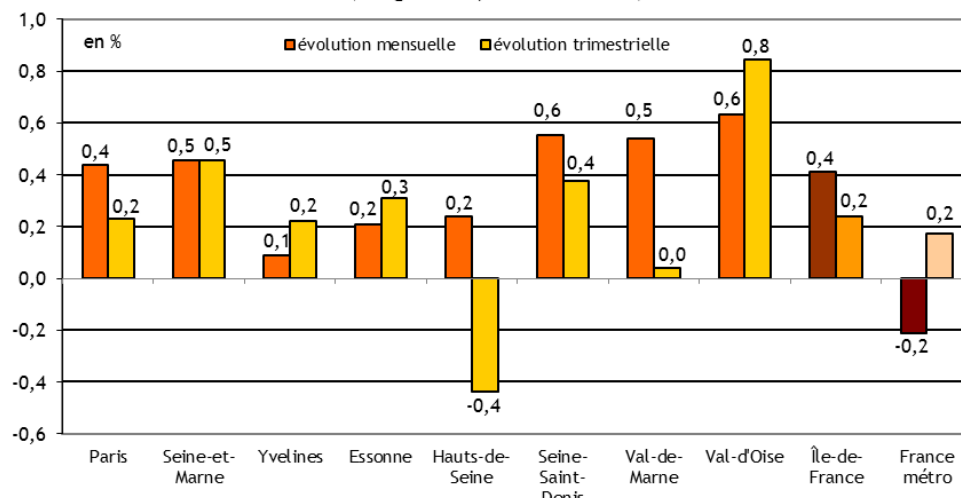
Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE /

Evolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE



# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2016

## Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle\* et par métier recherché

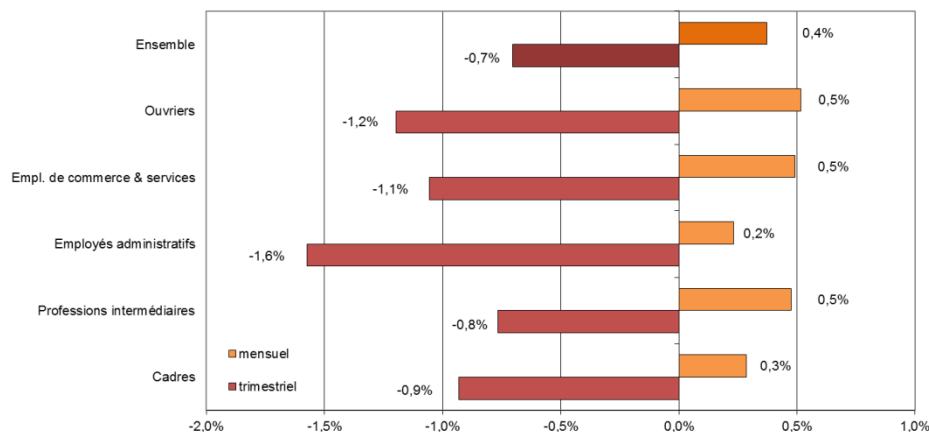
➤ *Avertissement : à compter de mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » a généralisé la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B et C, on déplore une perte de qualité dans l'information du métier recherché par le demandeur d'emploi. Ainsi, le nombre de « non renseignés » pour la catégorie socioprofessionnelle passe d'environ 700 en février à environ 4 000 en mai. Cela influe à la baisse sur l'évolution sur trois mois pour les différentes catégories socioprofessionnelles.*

□ Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi baisse pour l'ensemble des catégories socioprofessionnelles, bien que cette baisse soit probablement légèrement surestimée pour chacune d'entre elle : le nombre de demandeurs d'emploi baisse de 0,7 % pour l'ensemble des demandeurs en catégories A, B et C, tandis que la baisse est de 1,1 % pour l'ensemble des catégories hors non renseignés.

□ La plupart des principaux domaines professionnels affichent une baisse ces derniers mois. Elle est particulièrement marquée pour l'informatique et les télécommunications (-2,6 % sur trois mois) et la maintenance (-2,5 % sur la même période). En revanche, le domaine de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive est le seul à toujours connaître une hausse, bien qu'elle soit modérée (+0,7 % ces trois derniers mois).

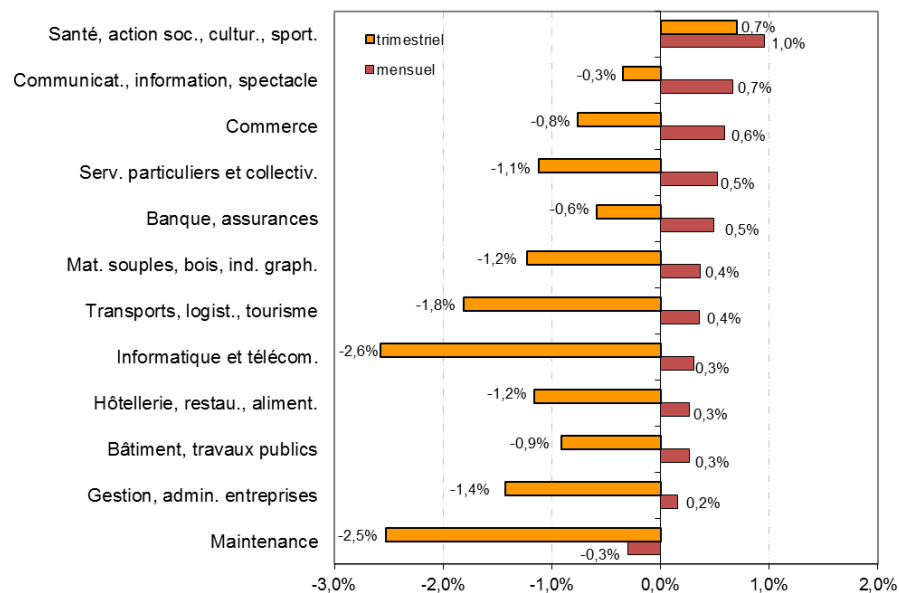
\* La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie socioprofessionnelle (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de mai 2016

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) a baissé ces derniers mois (-1,2 % sur trois mois).

Il est néanmoins vraisemblable que cette baisse soit en partie liée au phénomène de hausse des défauts d'actualisation d'avril : la sortie en avril suivie d'une réinscription en mai réinitialise le compteur d'ancienneté des demandeurs d'emploi concernés. Néanmoins, il est à noter que la demande d'emploi de longue durée n'avait que très légèrement augmenté sur le premier trimestre de l'année.

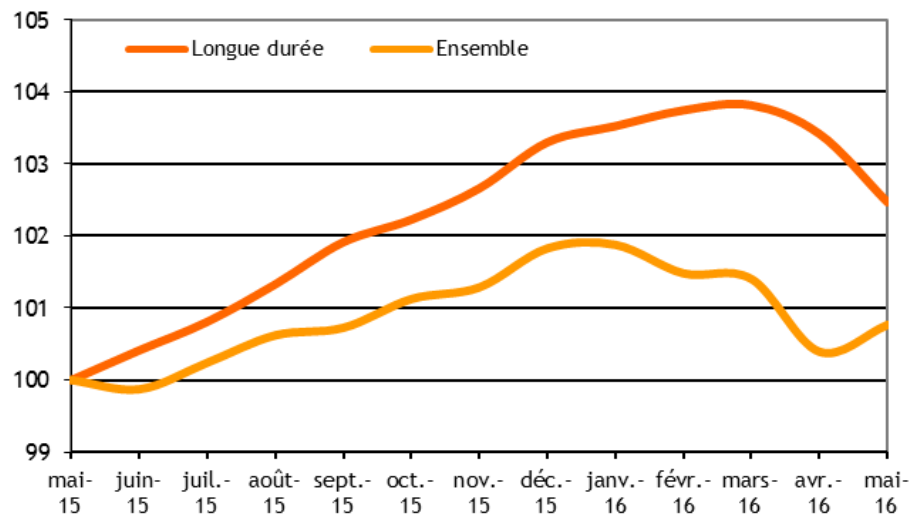
Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité a remplacé le RSA activité. Ceci a un impact massif sur les séries de demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » ou « activité seule », tandis que le nombre de demandeurs d'emploi au RSA « socle seul » enregistre une forte hausse, sans doute liée au fait que les demandeurs d'emploi au RSA « socle et activité » basculent sur le RSA « socle seul ». Les données du nombre de demandeurs d'emploi en RSA ne sont donc plus comparables avec celles d'avant janvier 2016.

La part de demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France est légèrement inférieure à celle observée en France métropolitaine. La Seine-Saint-Denis affiche la plus forte part tandis qu'elle est la plus basse en Essonne.

Part des demandeurs d'emploi (catégorie ABC) ayant des droits ouverts au RSA									
Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro
13,6%	10,8%	12,1%	10,3%	12,7%	17,0%	12,7%	13,0%	13,2%	14,2%

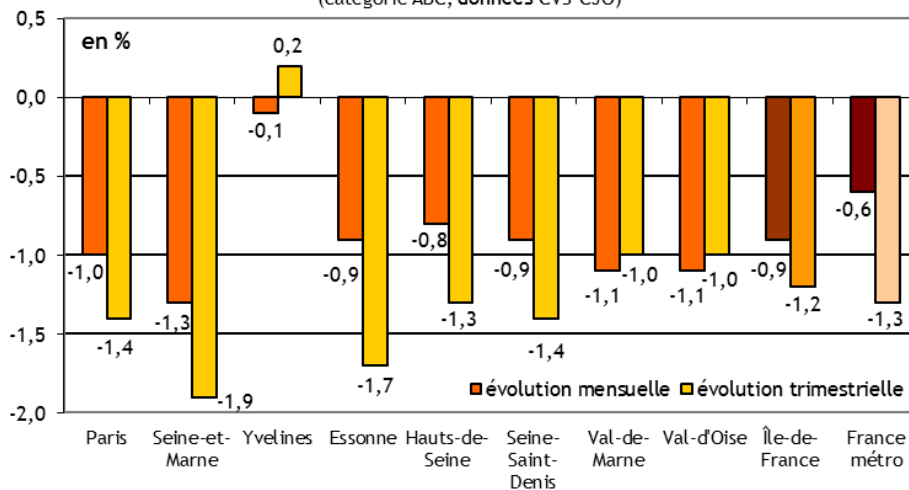
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis un an ou plus (catégorie ABC, données CVS-CJO - indice 100 mai 2015)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis un an ou plus, par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

# Les entrées et les sorties à la fin du mois de mai 2016

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi

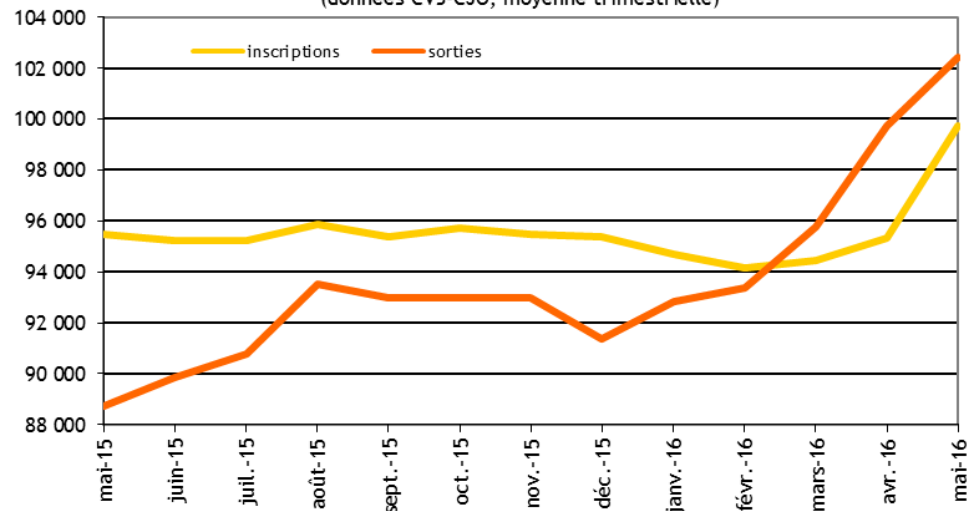
➤ En mai 2016, le nombre de réinscriptions sur les listes est élevé, à la suite des sorties pour défaut d'actualisation inhabituellement élevées en avril 2016.

➤ A compter de mars 2016 le « nouveau parcours du demandeur d'emploi » entre en vigueur en Île-de-France (généralisant notamment la dématérialisation de l'inscription à Pôle emploi). Pôle emploi procède également à la refonte des intitulés des motifs d'entrée sur les listes. Sans effet sur le total des entrées en catégories A, B et C, la répartition selon les motifs d'entrée est affectée.

□ On compte en mai environ 10 000 inscriptions supplémentaires par rapport à la moyenne des mois précédents (le bond des défauts d'actualisations au mois d'avril était du même ordre). Le nombre de sorties, bien qu'ayant baissé, est resté à un niveau élevé en mai, avec une hausse des reprises d'emploi et des entrées en stage.

□ L'interprétation de l'évolution des entrées selon les motifs d'inscription est très délicate du fait des changements opérés par Pôle emploi. En témoigne l'explosion des reprises d'activité, les entrées des mois de mars, avril et mai étant comparées avec les trois précédents mois, avant la mise en place des nouvelles modalités d'inscription. Pourtant un véritable phénomène de retour à l'activité concourt peut-être à cette hausse, dans ce contexte de premiers signes d'amélioration. De même, difficile de conclure quant à la forte hausse des licenciements économiques.

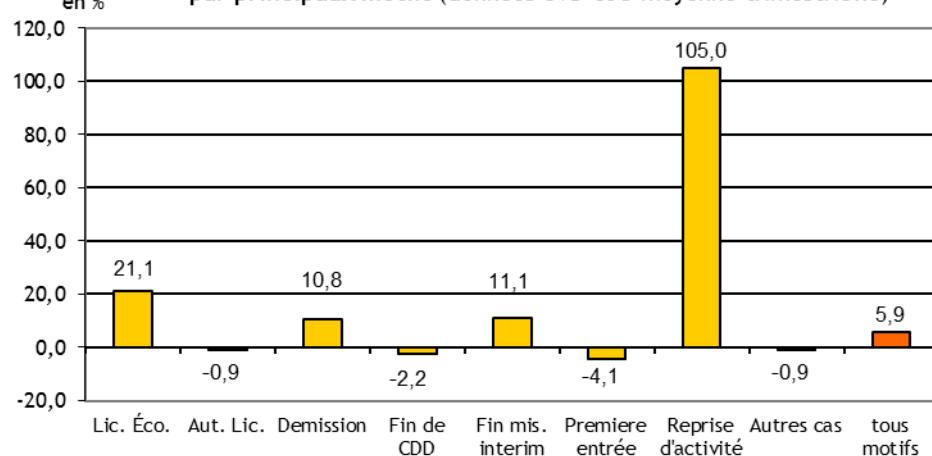
Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS-CJO, moyenne trimestrielle)



Avertissement : Divers événements de nature administrative rendent difficile l'interprétation des évolutions des entrées et des sorties

Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS-CJO moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS-CJO : DIRECCTE / SESE

# Le taux de chômage au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015

□ Au quatrième trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee, en baisse de 0,2 point par rapport au troisième trimestre 2015. Le taux de chômage en France métropolitaine baisse quant à lui de 0,1 point, atteignant 10,0 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2015.

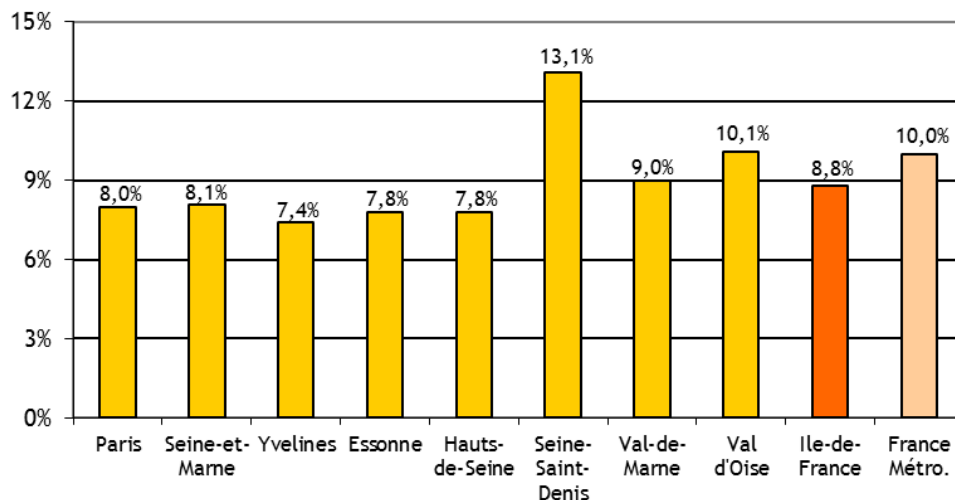
□ L'Essonne est le seul département francilien à ne pas voir son taux de chômage baisser au 4<sup>e</sup> trimestre, tandis qu'il recule de 0,1 point dans les Yvelines et le Val-de-Marne. Dans tous les autres départements d'Île-de-France, le taux de chômage se replie de 0,2 point sur le trimestre.

□ Sur un an, le taux de chômage diminue également de 0,2 point en Île-de-France et de 0,1 point en France métropolitaine. L'écart entre les taux de chômage francilien et métropolitain se maintient (1,2 point en faveur de la région).

□ La Seine-Saint-Denis est le département francilien au plus fort taux de chômage, s'élevant à 13,1 % (-0,3 point en un an). Il s'agit du seul département francilien où le taux de chômage est sensiblement plus élevé qu'au niveau national. Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,1 % (-0,2 point).

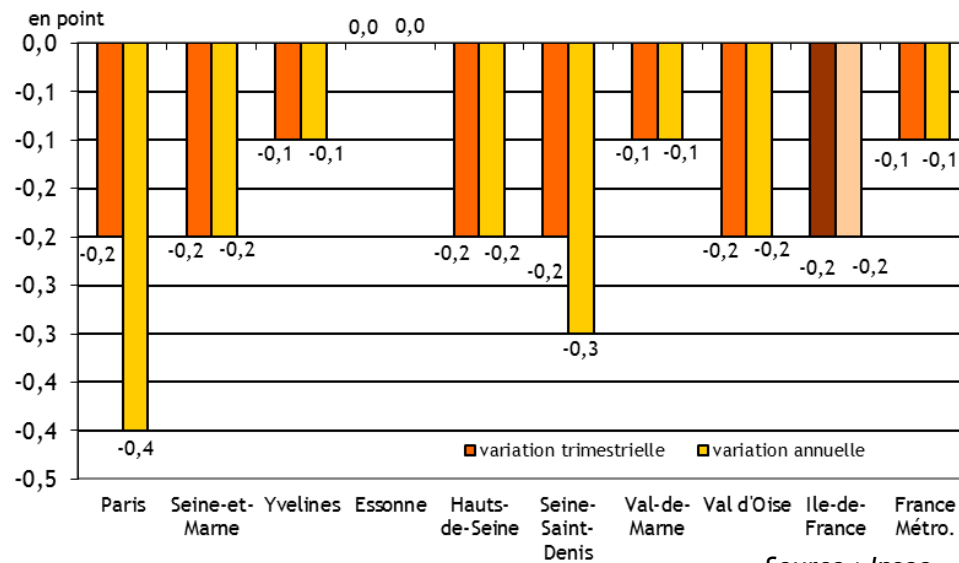
□ Paris, dont le taux de chômage s'établit à 8,0 %, est le département où le taux de chômage connaît le plus fort recul en un an, baissant de 0,4 point.

Taux de chômage localisé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 (données CVS)



Source : Insee

Évolution du taux de chômage localisé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015 (données CVS)



Source : Insee

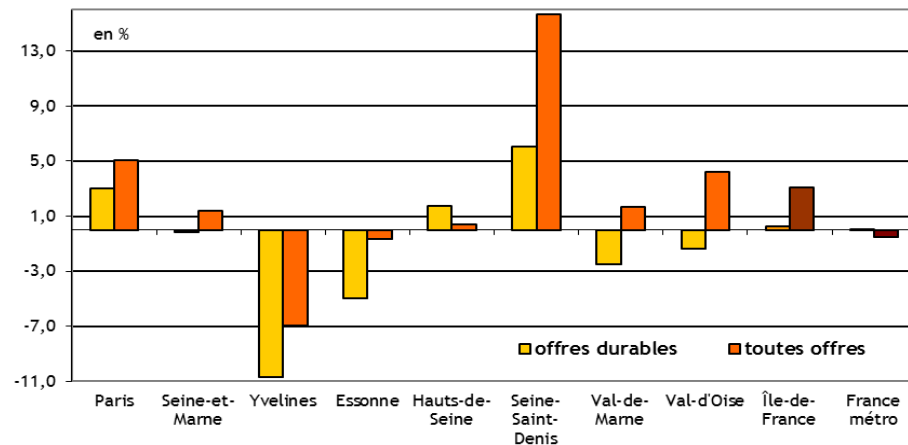
# Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin mai 2016

En mai 2016, 44 740 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 27 610 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Par rapport au niveau des deux derniers mois, le nombre d'offres est en baisse.

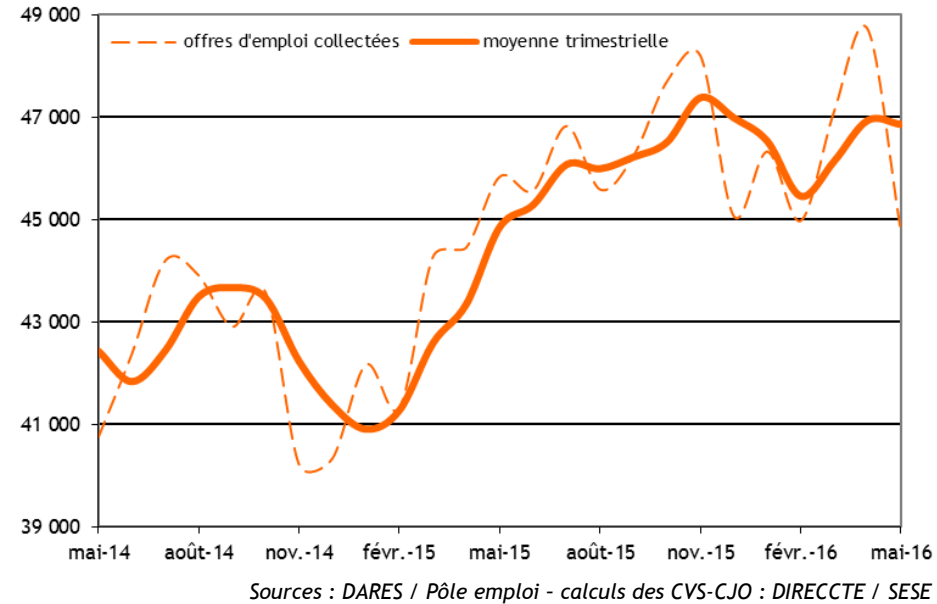
Sur trois mois glissants, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente un peu avec une stabilisation des offres durables. En France métropolitaine, les offres, durables ou non, sont stables.

En moyenne trimestrielle sur un an, les offres enregistrées dans la région restent en hausse (+4,5 %), portée par les offres durables (+8,3 %). A partir du second semestre 2015, le nombre d'offres avait augmenté pour s'établir à son niveau actuel.

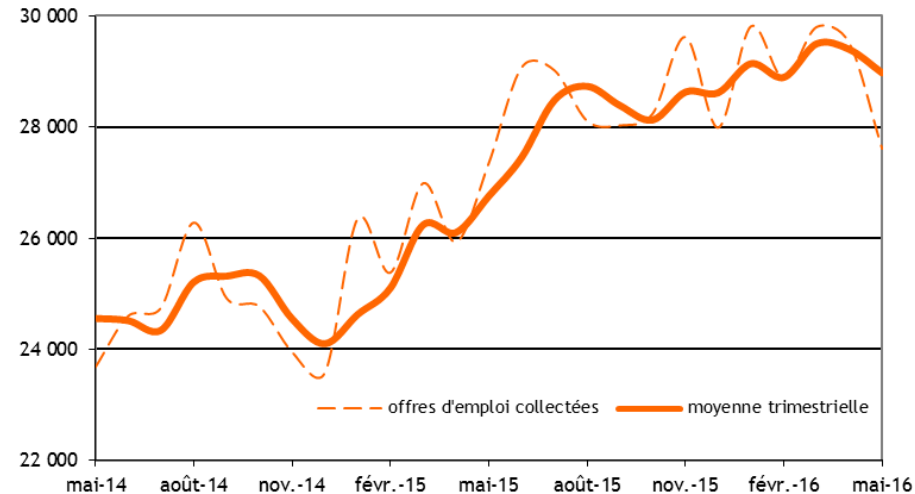
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS-CJO)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis mai 2014 (données CVS-CJO)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis mai 2014 (données CVS-CJO)



# Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au quatrième trimestre 2015

Plus de 1 900 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors intérimaires) ont été faites au quatrième trimestre 2015 en Île-de-France, dont plus de 350 000 DPAE pour des CDD de plus de 6 mois et des CDI.

Sur un an, en Île-de-France, le nombre de DPAE au quatrième trimestre 2015 (par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2014) a augmenté tous contrats confondus (+3,4 %), ainsi que pour les seuls contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +5,4 %).

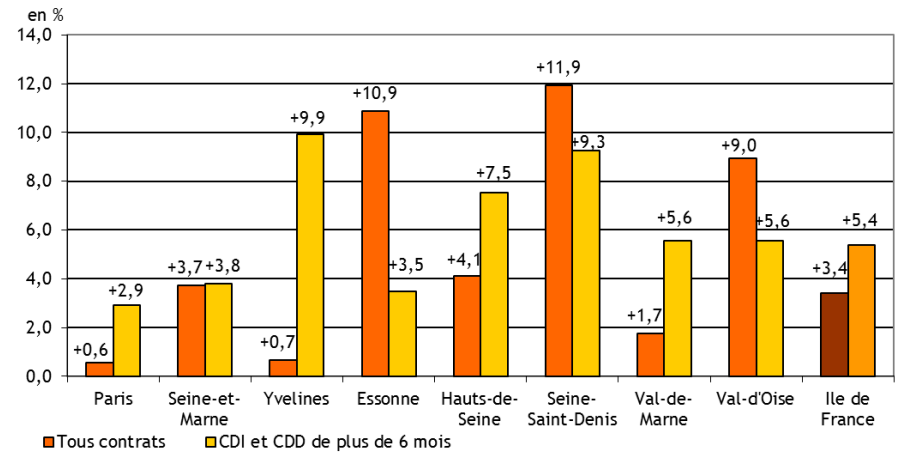
Tous contrats confondus, la Seine-Saint-Denis et l'Essonne ont connu une augmentation annuelle très importante (supérieure à +10 %). Suit le Val d'Oise (+9,0 %) tandis que la progression est très faible pour Paris et les Yvelines (inférieure à +1 %).

Pour les seules DPAE de CDI et CDD de plus de six mois, les Yvelines et la Seine-Saint-Denis croissent fortement (près de +10 %). En revanche, l'Essonne et le Val-d'Oise connaissent une hausse pour les contrats durables (resp. +3,5 % et +5,6 %) beaucoup moins importante que celle tous contrats confondus.

Les secteurs de l'industrie automobile et de la sécurité ont connu la plus forte progression de DPAE pour les contrats durables (au-dessus de +50 %).

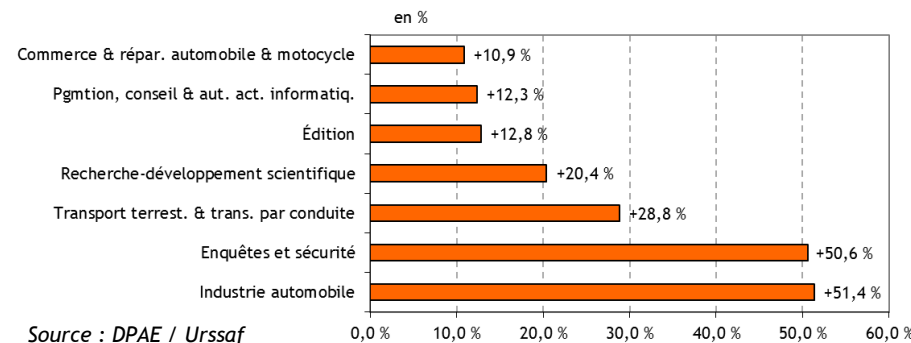
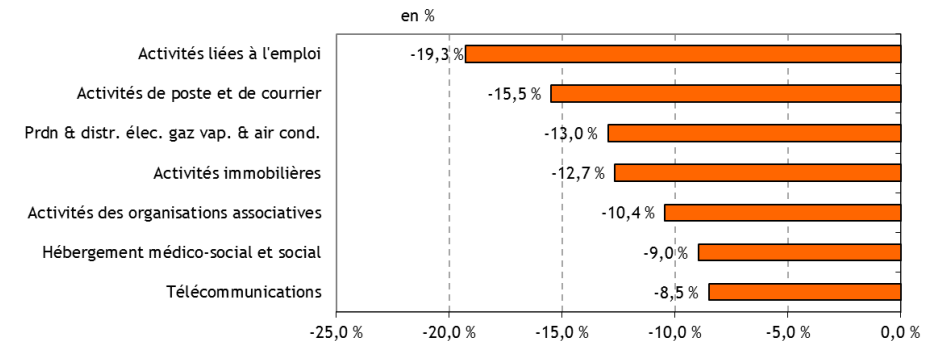
Les activités liées à l'emploi ont connu la plus forte baisse des contrats durables (près de -20 %).

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par département (4<sup>ème</sup> trimestre 2015- 4<sup>ème</sup> trimestre 2014)



Source : DPAE / Urssaf

Les sept secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Source : DPAE / Urssaf

# L'intérim à fin mars 2016

Plus de 277 000 contrats d'intérim ont été signés au mois de mars 2016 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 102 000 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

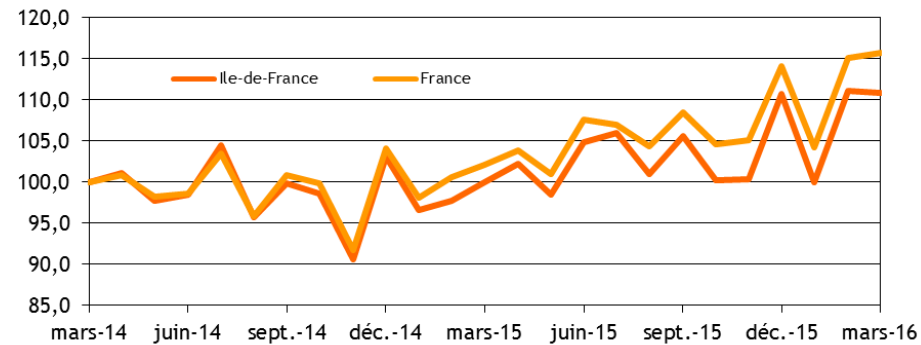
Le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP s'est stabilisé par rapport au mois précédent. Toutefois, en moyenne sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2016, le nombre d'intérimaires est en hausse : +3,4 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2015 (données CVS).

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie progresse : +1,3 % pour le nombre d'EETP par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2015, grâce notamment à la métallurgie (+6,4 %), a contrario des industries agro-alimentaires (-7,1 %)

L'activité intérimaire dans la construction enregistre un nouveau trimestre de hausse : +2,1 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2015.

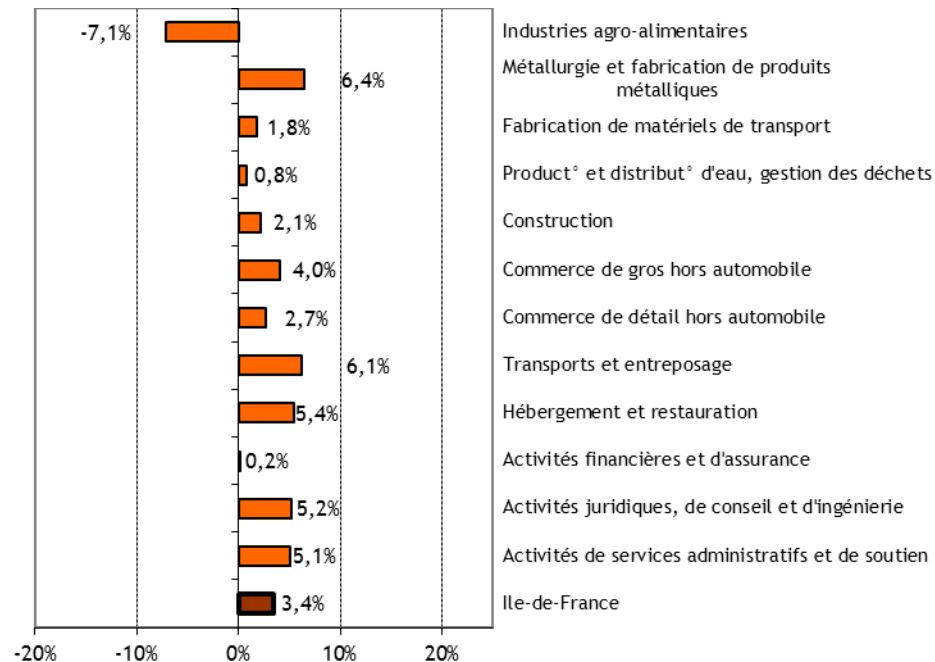
L'intérim est également en hausse dans le tertiaire (+4,6 % par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2015), et se généralise dans l'ensemble des principaux secteurs d'activités : des fortes hausses dans le transport et entreposage, l'hébergement/restauration, les activités juridiques, de conseil et les activités de services administratifs (resp. +6,1 %, +5,4 %, +5,2 % et +5,1 %), plus modérées dans le commerce de détail et les activités financières (resp. +2,7 % et +0,2 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin mars 2014)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'emploi salarié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015

□ Au quatrième trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse de 0,2 % (soit +7 600 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également de 0,2 % (+31 800 emplois).

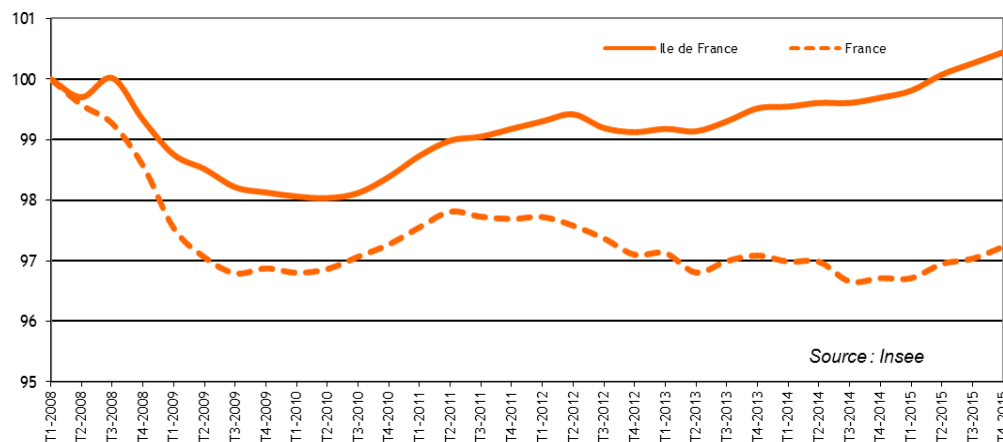
□ En hausse de 0,8 % (soit +30 760 emplois) sur l'année 2015, l'emploi salarié marchand francilien a retrouvé son niveau de début 2008, avant la crise. Ce n'est en revanche toujours pas le cas en France métropolitaine (+0,5 %, soit +83 100 emplois sur la même période).

□ Par rapport au troisième trimestre, le Val-de-Marne (-0,1 %) connaît la seule très légère baisse. A l'inverse, la Seine-et-Marne et les Yvelines (+0,4 %) enregistrent les plus fortes hausses.

□ Sur un an, l'emploi salarié marchand augmente le plus fortement à Paris (+1,2 %, +15 800 emplois) et en Seine-Saint-Denis (+1,2 %, +4 900 emplois). Derrière on retrouve le Val-d'Oise (+1,0 %, +2 600 emplois), la Seine-et-Marne (+0,9 %, +2 600 emplois) et l'Essonne (+0,8 %, +2 400 emplois).

□ Au cours de l'année 2015, les Hauts-de-Seine (0,0 %), le Val-de-Marne (+0,2 %) et les Yvelines (+0,3 %) ne profitent pas ou peu de la petite embellie de l'emploi salarié marchand.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2015	Evolution trimestrielle (par rapport au 3 <sup>ème</sup> trimestre 2015)		Evolution annuelle (par rapport au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2014)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 293 969	2 755	0,2	15 784	1,2
Seine-et-Marne	307 503	1 360	0,4	2 636	0,9
Yvelines	365 621	1 397	0,4	1 246	0,3
Essonne	301 239	714	0,2	2 417	0,8
Hauts-de-Seine	815 952	643	0,1	237	0,0
Seine-Saint-Denis	400 695	215	0,1	4 946	1,2
Val-de-Marne	357 468	-235	-0,1	858	0,2
Val-d'Oise	264 209	702	0,3	2 636	1,0
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 106 657</b>	<b>7 550</b>	<b>0,2</b>	<b>30 760</b>	<b>0,8</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>15 503 314</b>	<b>31 800</b>	<b>0,2</b>	<b>83 068</b>	<b>0,5</b>

Source : Insee - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.



# L'emploi salarié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2015

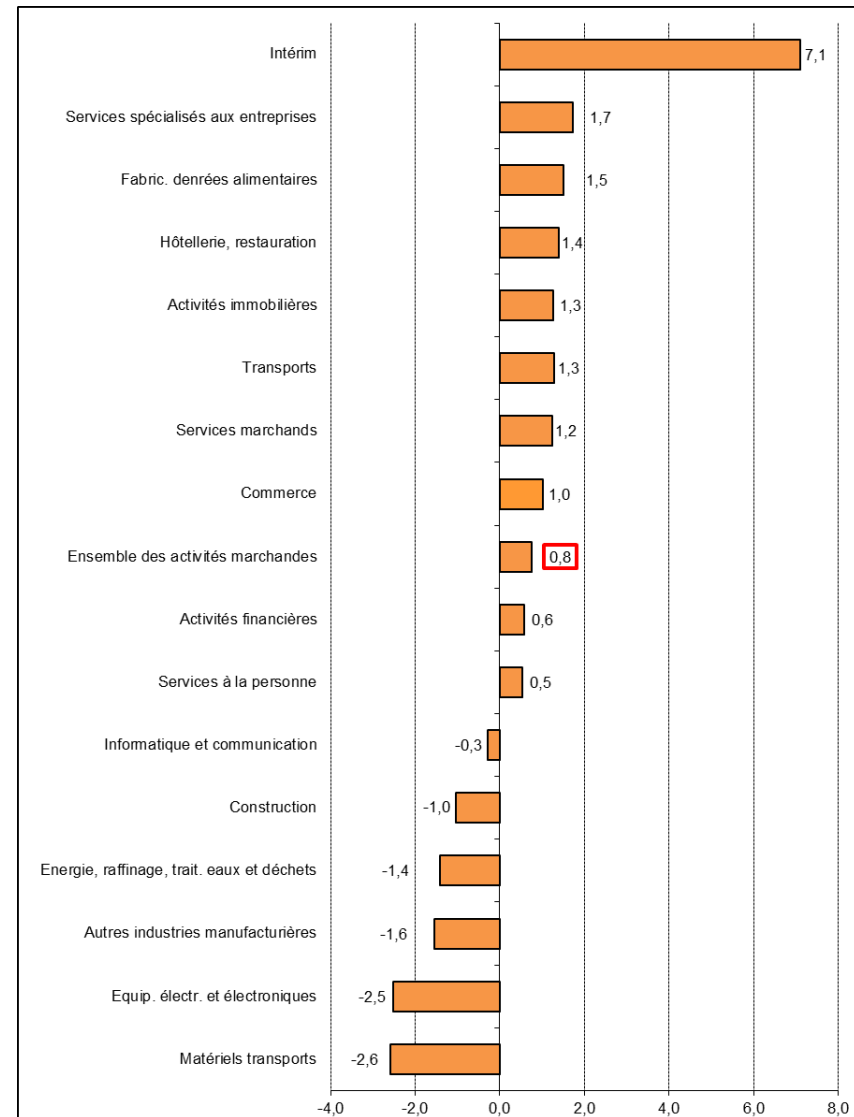
□ Au quatrième trimestre 2015, l'emploi continue de se replier dans l'industrie (-2 000 emplois, -0,5 %) et se stabilise dans la construction (-0,1 %, soit -300 emplois). Le commerce (+0,4 %, +2 500 emplois) et les services marchands (+0,3 %, +7 400 emplois) affichent tous deux une progression. Au sein des services marchands, la hausse concerne les activités spécialisées (scientifiques et techniques et de soutien administratif), l'intérim et les transports.

□ Sur un an, l'industrie perd un nombre important d'emplois (-1,5 %, -6 800 emplois). La construction reste également orientée à la baisse, bien que moins marquée (-1,0 %, -2 800 emplois).

□ L'emploi salarié dans le commerce connaît une hausse annuelle de 1,0 % (+7 100 emplois), dans la lignée des évolutions positives des deux derniers trimestres.

□ Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de 1,2 % (+33 200 emplois) sur un an. A l'image du dernier trimestre, l'intérim (+7,1 % sur un an), les activités spécialisées aux entreprises (+1,7 %) et les transports (+1,3 % sur un an) participent à la hausse. C'est également le cas de l'hôtellerie et la restauration, qui, malgré un quatrième trimestre stable, voit l'emploi progresser de 1,4 % sur l'année 2015. Les métiers de l'informatique et des télécommunications affichent la seule baisse (-0,3 %) au sein des services sur l'année écoulée.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2014 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

# L'activité partielle en mai 2016

En mai dernier, 98 demandes d'autorisations d'activité partielle (\*) ont été adressées à la Direccte, le plus bas niveau depuis le début de l'année.

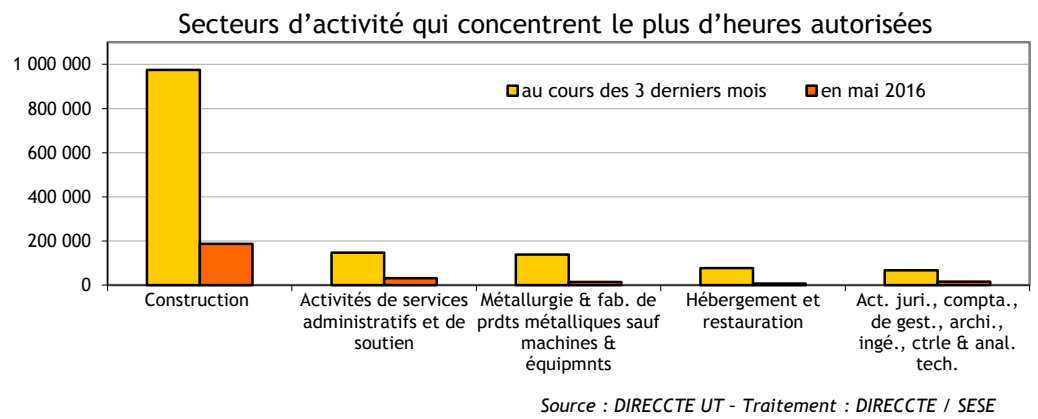
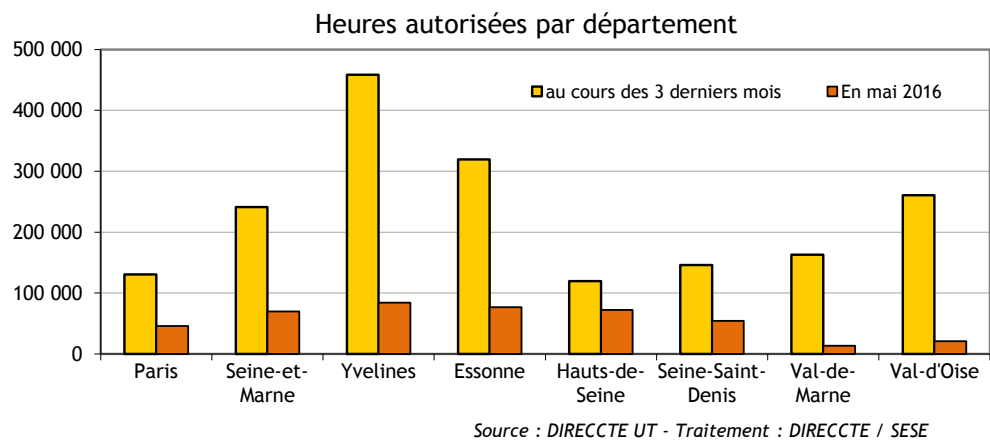
Elles correspondent à 436 514 heures de travail autorisées à être chômées en Île-de-France. Un volume en baisse de 47 % par rapport au mois précédent et légèrement inférieur à celui de mai 2015.

Quatre départements concentrent à peu près le même nombre d'heures autorisées : les Yvelines avec 19 %, l'Essonne avec 18 %, la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine : 16 %.

Le volume d'heures est en revanche assez faible dans les départements du Val-de-Marne et du Val-d'Oise.

Le secteur de la construction cumule 47 % des heures demandées ce mois-ci dans la région. Sur trois mois, ce secteur reste celui qui concentre le plus d'heures autorisées, loin devant les activités de service et de soutien qui se placent en seconde position, avec six fois moins d'heures autorisées.

(\*) Les autorisations étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours Conjoncture économique.



Répartition par territoire gestionnaire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en mai	98	26	11	12	12	7	10	8	12
Cumul 2016	659	131	89	107	78	41	56	61	96
Heures associées en mai	436 514	45 741	69 653	83 952	76 716	71 960	54 308	13 259	20 925
Cumul 2016	3 800 857	212 855	456 423	1 375 001	453 807	280 305	177 518	307 140	537 808

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

# Les plans de sauvegarde de l'emploi en mai 2016

En mai 2016, les services de la Direccte ont été informés de l'initialisation de 37 procédures concernant 1 693 postes. C'est un peu en dessous de la moyenne constatée sur les 12 derniers mois.

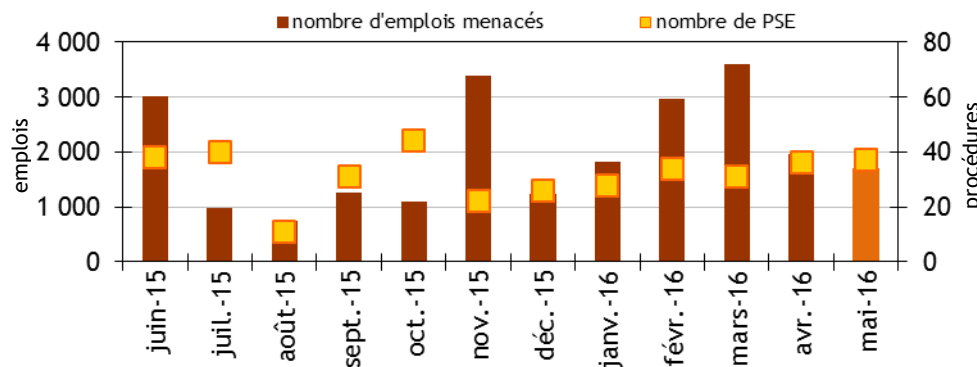
Avec 971 emplois en danger, le département le plus durement touché au mois de mai, aussi bien en chiffres bruts que par rapport à son emploi local, est les Hauts-de-Seine. Ce département est fortement affecté depuis le début de l'année. Dans une moindre mesure, Paris et l'Essonne sont également plus touchés que la région dans son ensemble ce mois-ci.

Les autres départements sont moins concernés.

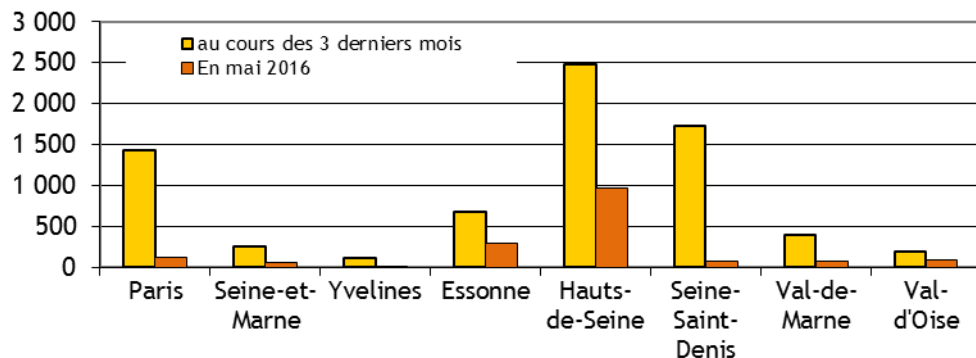
Proportionnellement à leur nombre d'emplois salariés occupés, les secteurs des télécommunications sans fil et de la fabrication d'équipements de télécommunication menacent un grand nombre d'emplois.

Ce mois encore, le secteur de l'industrie pharmaceutique fait partie des plus affectés par les PSE dans la région.

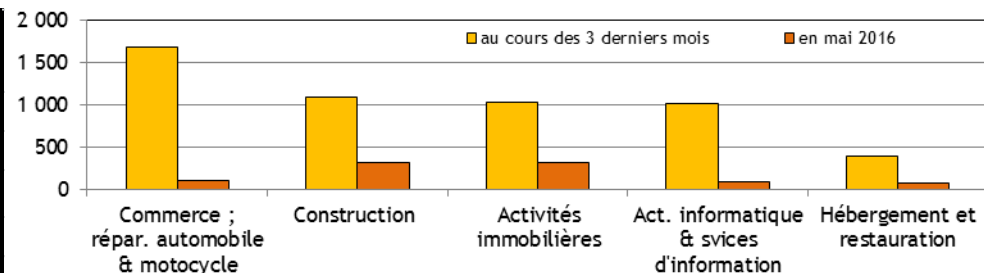
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en mai	37	4	1	1	2	12	3	5	2	7
Cumul 2016	166	43	8	10	7	54	13	10	11	10
Cumul 2015 (janvier à mai)	161	52	7	14	7	38	12	10	10	11
Salariés concernés	1 693	123	55	15	299	971	65	74	91	/
Cumul 2016	12 026	2 496	350	799	968	4 210	2 033	622	548	/
Cumul 2015 (janvier à mai)	9 667	2689	402	576	349	2474	1737	896	544	/
Evolution	24%	-7%	-13%	39%	177%	70%	17%	-31%	1%	/